

Un maillon essentiel de la République

«*Un maillon essentiel de la République.*» Voilà comment le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, présente les Départements.

Et pourtant, il n'y a pas si longtemps, la Droite, avec Nicolas Sarkozy, voulait les supprimer, sous couvert d'allègement du « mille-feuille territorial ». Heureusement que ce funeste projet n'a pas été mené à son terme.

Surtout, après la crise sanitaire que nous traversons, où les Départements ont permis de répondre aux urgences. **« Les Conseils départementaux de Gauche ont très rapidement répondu présents lors du premier confinement »**, ont rappelé Jean-Luc Gleyze, de la Gironde, président du groupe de Gauche à l'Association des Départements de France, Nathalie Sarrabezolles, pour le Finistère, Philippe Grosvalet, pour la Loire-Atlantique, et Olivier Faure, Premier secrétaire du PS. **« Nous nous sommes mobilisés pour maintenir le service public, pour les distributions de masques, pour soutenir le monde associatif ou fournir des outils numériques aux collégiens. La proximité a été un atout indéniable et nous avons su apporter les réponses au plus près des attentes de nos concitoyens. »**

La volonté de supprimer les Départements, de la part de la Droite, s'explique aussi par le fait que c'est bien dans les politiques départementales qu'éclate au grand jour le clivage Droite/Gauche, a insisté Olivier Faure. Quelques exemples suffisent à s'en convaincre : **« En 2015, mon département, la Seine-et-Marne, est passé de Gauche à Droite. Quelques temps après, des habitants de ma circonscription m'ont interpellé pour savoir pourquoi le transport scolaire, gratuit jusqu'alors,**



Une collectivité indispensable

était devenu payant. Tout simplement parce que l'équipe de Gauche avait fait le choix de la gratuité et que la nouvelle majorité avait décidé de faire payer les familles 350 euros par élève. »

Plus près de nous, dans les Côtes d'Armor, la majorité de Droite vient de lancer un appel à projet pour privatiser l'aide sociale à l'enfance. Dans un communiqué, le groupe socialiste a dénoncé cette initiative qui intervient quelques semaines seulement avant les élections. Mais surtout, il souligne que ce choix est idéologique. **« Il s'agit pour la Droite de recourir au privé, même à coût plus élevé, pour pouvoir poursuivre sa réduction de la masse salariale du Département. »** Dans les Côtes-d'Armor, un agent est chargé de suivre 30 mesures éducatives. En Ile-et-Vilaine 22 et dans le Finistère 20.

La crise a révélé et accentué des fractures profondes au sein de la société française. Les jeunes, en particulier, ont payé un lourd tribut. Dans leur projet, les Départements de Gauche réaffirment l'urgence d'une expérimentation du revenu de base qui soit automatique, accordé dès 18 ans, sans contrepartie et dégressif en fonction des revenus.

« Nous voyons bien qu'il faut faire confiance aux Départements et les laisser innover et expérimenter pour inventer, avec les habitants, les politiques sociales », a insisté Jean-Luc Gleyze.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 9/06/2021

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Contre les clichés

On ne trouve quasiment aucun document électoral de la Droite ou de l'Extrême-droite sans une référence à la lutte contre la fraude aux allocations sociales. Cette idée fixe, qui vire à l'obsession chez certains, illustre bien le clivage qui existe entre la Droite, qui considère tout allocataire comme un fraudeur en puissance, et nous qui estimons que les allocations de solidarités sont des droits. Pour la Gauche, le rôle des élu.es consiste à mettre en place des dispositifs d'accompagnement pour aider les personnes à bâtir leur parcours de vie. Pour la Droite, il consiste à vérifier si monsieur ou madame untel, qui touche 500 euros par mois, n'a pas oublié de préciser qu'il ou elle vit en couple.

Cette stigmatisation conduit près de 30% des personnes qui pourraient prétendre à des allocations à ne pas les demander.

La fraude sociale est évaluée à 6% et représente quelques millions d'euros. La fraude fiscale représente, quant à elle, un manque à gagner estimé à 70 milliards d'euros.

PS29

Les solidarités, c'est notre ADN

Le 20 juin, les électrices et les électeurs devront répondre à une question simple pour les Départementales : quels sont les candidats les plus à même de mettre en œuvre les politiques de solidarités les plus justes au service des Finistériennes et des Finistériens, rappelle Marc Labbey, chef de file des candidates et candidats Finistère et Solidaires.



Les solidarités au cœur du projet

Cap Finistère : Comment peut-on résumer le programme que tu as présenté vendredi ?

Marc Labbey : Il s'articule autour de douze axes et se décline en 87 propositions. Le cœur de notre projet, c'est la solidarité, qui constitue, si j'ose dire, notre marque de fabrique. C'est la volonté de donner à chacun, et en particulier aux plus fragiles, la possibilité de mener leur projet de vie et d'accéder à leurs droits. Il faut, par conséquent, imaginer des dispositifs adaptés à chaque situation.

Nous voulons, dans le prochain mandat, associer encore plus les usagers à la définition et au déploiement des politiques publiques. Nous le faisons déjà pour les évaluations des schémas départementaux mais nous voulons aller plus loin et construire ensemble, avec les associations et les usagers, afin d'être encore plus pertinents dans les dispositifs que nous mettons en œuvre.

Cap Finistère : Les réponses au défi du vieillissement occupent une place importante dans ce projet.

Marc Labbey : Nous devons bien sûr tenir compte de l'évolution démographique. Ce n'est pas grave de vieillir, au contraire. Mais nous devons apporter des réponses adaptées à chaque situation et trouver le bon moment pour prendre les bonnes décisions afin que les personnes âgées ne soient plus obligées de choisir entre le maintien à domicile et l'EHPAD. Il faut anticiper, proposer des solutions

alternatives mais aussi réfléchir à ce que devraient être les EHPAD dans les prochaines années.

Le Département est aux avant-postes mais il ne décide pas tout seul, notamment pour le financement du cinquième risque. Il faudra bien poser ce débat et répondre à la question qui paye ? La solidarité nationale ? La solidarité familiale ? Un mix des deux ? Ou autre chose ?

La silver économie peut être créatrice d'emplois. À condition d'améliorer les conditions de travail et de revaloriser les salaires dans ce secteur. Nous pouvons travailler sur l'image des métiers des soins à la personne ou sur la formation, mais il faut en parallèle un effort financier de la part de l'État.

Cap Finistère : La solidarité s'exprime aussi dans les collèges.

Marc Labbey : Effectivement. Le collège est, fondamentalement, un lieu de transmission des savoirs scolaires. Mais c'est aussi un lieu de vie et d'apprentissage de la vie en société. Nous allons mieux prendre en compte les élèves porteurs de handicaps et aller au-delà de l'accessibilité. Certains élèves ont besoin de soins dans la journée et il faut donc leur aménager une salle pour leur éviter d'être contraints de rentrer chez eux. Je pense aussi à l'environnement lumineux et sonore que nous allons adapter. Le nouveau collège de Lanerneau sera pilote à cet égard. C'est vital pour certains élèves, particulièrement sensibles mais, au final, cet environnement apaisé profitera à l'ensemble des collégiens et des personnels. Nous allons également accompagner les élèves décrocheurs.

Cap Finistère : Qu'as-tu envie de répondre aux candidats qui promettent en même temps plus de subventions aux communes et plus de service public tout en réclamant des baisses d'impôts et une réduction des effectifs des agents du Conseil départemental ?

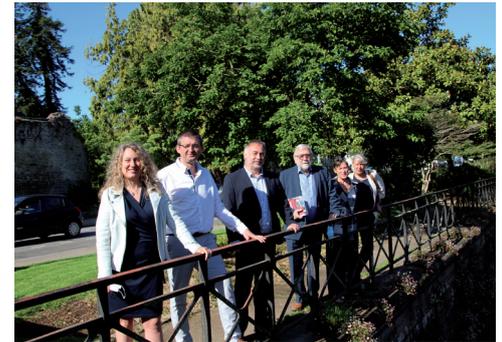
Marc Labbey : Qu'ils sont hors sujet. La loi NOTRe, en vigueur depuis maintenant six ans, précise les compétences de chaque collectivité. Elle confirme le rôle du Département en matière sociale et elle lui interdit d'intervenir dans le domaine économique.

Nous sommes aux responsabilités dans le Finistère, depuis 1998, et nous avons donc fait la preuve de notre capacité à diriger le Département. Tous les engagements que nous prenons ont

été réfléchis et nous savons que nous pourrions les tenir. Ce ne sont pas nos candidats qui promettent de raser gratis.

Je constate beaucoup de démagogie chez nos adversaires. Mais je note aussi des propos insupportables, en particulier à l'égard des mineurs non accompagnés qui ne sont pas la caricature que certains dépeignent. Et pas seulement du côté du RN... Pour en avoir rencontré plusieurs, je peux dire que ce sont des jeunes qui souhaitent s'insérer.

Dans la même veine, le discours sur les fraudes aux allocations est lui aussi inacceptable. La vraie difficulté à laquelle nous sommes confrontés n'est pas la fraude mais bien le non-recours aux droits. C'est pour cette raison que nous avons demandé, avec une vingtaine d'autres Départements, une expérimentation du revenu de base. Nous continuerons à la réclamer et j'espère qu'à l'occasion de ce renouvellement d'autres Départements nous rejoindront dans cette démarche.



Un projet porté par une équipe

Cap Finistère : Quels sont, pour toi, les arguments qu'il faut mettre en avant pour convaincre les électrices et les électeurs de Gauche de venir voter les 20 et 27 juin ?

Marc Labbey : On en revient toujours à l'élément le plus important : les solidarités. Tous les Finistériens sont, ont été ou seront concernés par les politiques de solidarité du Département, pour l'enfance, l'insertion, les allocations de solidarité pour le handicap ou la dépendance. Les dispositifs que nous mettons en place ont une incidence sur la vie quotidienne de chacun : l'accueil des collégiennes et des collégiens, l'aménagement des aires de covoiturage, de pistes cyclables, le soutien au sport ou à la culture. La question est donc de savoir comment ces politiques sont mises en œuvre. Nous, nous pensons, et nous l'avons démontré, que la Gauche apporte des réponses plus justes et plus efficaces que les libéraux.

Vers le 79^e congrès

Le Conseil national qui s'est tenu le 1^{er} juin a adopté le calendrier du 79^e congrès du Parti Socialiste qui se tiendra à Villeurbanne. «Le nom de la ville qui accueillera le congrès fédéral dans le Finistère sera annoncé, d'ici la fin du mois», indique le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec.

Initialement programmé les 12 et 13 décembre derniers, le processus du congrès sera relancé tout de suite après le second tour des élections départementales et régionales, c'est-à-dire dès le 28 juin. Le vote sur les textes d'orientation et sur la réforme statutaire interviendra le 9 septembre.

Le congrès fédéral se tiendra le samedi 11 septembre. Le vote pour le ou la Premier.e secrétaire national.e interviendra le 16 septembre.

Le 79^e congrès se tiendra les 18 et 19 septembre à Villeurbanne. Et, pour clôturer cette séquence, l'élection du ou de la Premier.e secrétaire fédéral.e interviendra ensuite.

Ce congrès devra définir le projet et la ligne du PS pour les élections de 2022.

Dans son intervention au Conseil national, Olivier Faure a rappelé que pour les Départementales et les Régionales les Socialistes avaient tendu la main à toutes les formations de Gauche. Ce rassemblement est nécessaire et doit se poursuivre.

«Mais», a précisé le Premier secrétaire, «le rassemblement ne pourra se conduire que dans la clarté, stratégique



«À l'automne, nous serons prêts !»

et programmatique. Une coalition est le résultat d'une négociation et donc aussi d'une confrontation, entre des formations politiques différentes, qui ne renoncent pas à leur identité, au contraire l'affirment, et construisent ensemble un compromis, un contrat de législature, pour conduire ensemble le pays et soutenir ensemble une candidature à l'élection présidentielle».

Les contours du projet sont déjà connus : tous les mois se tient un *Live du projet*. Les questions du travail, de la santé, de l'éducation ont déjà été abordées et le site rdv2022 permet à chaque militant d'apporter sa contribution. Le rendez-vous de Blois, les 27, 28 et 29 août permettront de finaliser ce projet.

«À l'automne prochain nous serons prêts», a assuré Olivier Faure. «Nous aurons un projet, une candidature et la force de ceux qui, génération après génération, portent le même étendard, fixent le même horizon, celui de la République jusqu'au bout.»

Bretagne, terre d'accueil

La Bretagne est une région qui attire de nouveaux habitants. Comment les accueillir sans créer de tensions ? Comment leur offrir les conditions de vie et de travail qu'ils attendent ? C'est la question que le club Erispoé a posé aux principales têtes de listes pour les élections régionales, dans un débat organisé le 1^{er} juin.

Il convient d'abord de se réjouir d'être confronté à ce défi quand d'autres régions connaissent au contraire une baisse démographique. Mais l'arrivée de dizaines de milliers de nouveaux habitants (les estimations varient entre 10 et 20 000 par an, dans les années à venir) n'ira pas sans créer des tensions.

Une partie des enjeux fonciers a déjà été anticipée à travers le *SRADDET* (*Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires*) adopté par la Région. L'élaboration de ce schéma a fait l'objet d'une

importante concertation tant les enjeux sont importants pour la Bretagne.

«Nous ne pouvons pas continuer à utiliser 3 000 hectares de terres agricoles chaque année», a insisté Loïg Chesnais-Girard. Mais cette préservation du foncier n'implique pas un arrêt des constructions. «Nous disposons de 3 millions d'hectares de friches agricoles et de 1,5 million d'hectares de friches industrielles que nous



«Nous relèverons ce défi "à la bretonne"»

pouvons reconvertir et valoriser.»

Pour Loïg Chesnais-Girard, ce défi doit être relevé «à la Bretonne». C'est-à-dire en impliquant l'ensemble des acteurs, élus, citoyens, syndicats, chefs d'entreprises et en apportant à chaque territoire, les solutions adaptées à ses spécificités. **«Nous connaissons tous les attentes : un accès au travail, à la santé, aux services publics, aux loisirs et à la culture. Nous souhaitons nous appuyer sur le réseau des villes moyennes pour permettre à chacun d'y accéder dans "une Bretagne des 20 minutes".»**

Pour y parvenir, les réponses à apporter ne sont bien sûr pas de même nature dans le cap Sizun, dans la métropole brestoise ou dans le Centre-Bretagne. Et ce n'est certainement pas en imaginant un statut de «résident de Bretagne», qui oppose, divise et nie la tradition d'accueil de notre Région que nous parviendrons à bâtir la Bretagne du XXI^e siècle.

Agenda

20 et 27 juin
Élections
départementales et
régionales.

27, 28 et 29 août
Rendez-vous de rentrée
à Blois.

Retrouvez-nous sur



Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1358 - Vendredi 11 juin 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....
.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

Plus de Bretagne, moins de Paris

Christian Troadec

Christian Troadec s'engage auprès de Loïg Chesnais-Girard et de la majorité départementale pour plus de Bretagne et moins de Paris, plus d'autonomie pour une Bretagne belle, forte de son identité et ouverte sur le monde.

Cap Finistère : Pourquoi as-tu choisi de rejoindre l'équipe de Loïg Chesnais-Girard pour les Régionales ?

Christian Troadec : Je connais Loïg depuis de nombreuses années et j'ai pu constater le travail concret qu'il a mené pour la Bretagne, en général, et le Centre-Bretagne en particulier. La qualité de sa gestion est d'ailleurs reconnue par tous. À maintes occasions, il s'est déplacé sur Carhaix afin de prendre connaissance de l'avancée de plusieurs chantiers d'importance. J'en citerai quelques-uns. La mise à deux fois deux voies de la RN164 sera désormais effective sur sa partie finistérienne à la fin de l'année. La totalité du tracé de Châteaulin à Rennes est prévue pour 2027, c'est-à-dire demain. On va assister aux premiers effets positifs en terme économique rapidement. Le Centre-Bretagne va connaître un fort développement économique dans les prochaines années. À titre d'exemple, un automobiliste gagnera environ $\frac{3}{4}$ d'heure en passant par le Centre-Bretagne pour aller de Brest à Rennes, plutôt que de passer par le nord et la RN 12. À nous de continuer de travailler sur l'attractivité de notre territoire. Et en la matière, la Région est très présente en apportant d'importants financements pour les grands travaux de revitalisation du centre-ville de Carhaix, la rénovation du lycée Paul Sérusier, la reconstruction du gymnase, la transformation du château de Kerampuilh qui accueillera bientôt l'Office de la langue bretonne...

Mais si j'ai rejoint l'équipe de Loïg Chesnais-Girard c'est aussi et d'abord parce qu'il me semble indispensable que les forces de progrès se retrouvent pour s'opposer à la politique désastreuse menée par LREM depuis Paris. Comme Loïg, je souhaite plus de Bretagne et moins de Paris, plus d'autonomie et de prise de compétences pour une Bretagne belle, forte de son identité et ouverte sur le monde.

Cap Finistère : Pour toi, quelles sont les priorités du prochain mandat ?

Christian Troadec : Loïg Chesnais-Girard a présenté le programme de notre équipe il y a quelques jours. On y trouve 77 priorités. Ce sont les éléments indispensables au développement de la Bretagne. Et cela touche

de nombreux aspects de la vie quotidienne des gens. C'est l'essentiel. Faire en sorte que l'on vive bien en Bretagne en ne laissant personne au bord de la route. Pour ma part, de sensibilité régionaliste, je serai aussi très attentif à tout ce qui permettra de faire en sorte que la Bretagne connaisse des avancées significatives dans des domaines comme l'aménagement du territoire et la réunification. Les amis LREM de M. Ferrand, qui a retardé durant des années la possibilité de travailler sur notre canton de Carhaix avec le PS, nous reprochant de ne jamais être assez à Gauche tout ça pour finir avec la Droite (allez comprendre, comme Kofi dans le dernier numéro de Bretons!), maltraitent la langue bretonne. Loïg Chesnais-Girard se mobilise avec Paul Molac pour trouver une solution aux écoles en immersion. Nous étions tous d'ailleurs ensemble, il y a quelques jours, à la grande manifestation à Guingamp.

Cap Finistère : Tu es également suppléant aux Départementales soutenu par la majorité Finistère et solidaires. Pourquoi faut-il que la Gauche reste majoritaire au Département ?

Christian Troadec : Si la Droite, tout aussi bien celle de LREM ou des Républicains de Maël de Calan, venait à l'emporter dans le Finistère nous assisterions à un détricotage des avancées sociales que la Gauche a apporté en Finistère, depuis plus de 23 ans. Nous assisterions à un recul sans précédent. Mais j'ai confiance dans le bon sens des électrices et des électeurs finistériens. La gauche l'emportera les 20 et 27 juin prochains. Le travail réalisé est bon, même s'il reste toujours à faire. Le nouveau projet de la majorité départementale permet de répondre au mieux aux aspirations des Finistériennes et des Finistériens et de préparer l'avenir. Je suis cette fois le remplaçant de Philippe Guillemot pour les Départementales. Il a longtemps été conseiller municipal à Spézet et délégué communautaire à la Haute Cornouaille. Il connaît parfaitement les dossiers de notre canton. Avec Corinne Nicole, conseillère départementale sortante de Scrignac, nous avons un bon binôme. Véronique Coquil, de Collorec, est sa remplaçante. Pour ma part je suis candidat en 5^e position sur la liste de Loïg aux Régionales. Si nous sommes élus, ce dont je ne doute pas, le territoire de Carhaix pourra se faire entendre, aussi bien à Quimper et à Rennes, et défendre ses dossiers. C'est primordial.

